

**Union européenne - Les soixante ans
du Traité de Rome - Exception
culturelle - Communiqué du
ministère de la culture et de la
communication**

(Paris, 07 mars 2017)

L'histoire de l'Union européenne et de ses vingt-huit pays a commencé là, il y a 60 ans avec ce double traité de Rome qui n'instituait alors qu'une coopération à caractère purement économique. Ce n'en était pas moins la naissance d'une alliance qui, au fil des traités, allait s'élargir et rendre possible un travail d'harmonisation des législations s'étendant à bien d'autres domaines, dont celui, primordial, de la culture : l'Union européenne est avant tout l'union de peuples qui dans leur diversité ont en partage une longue histoire et une même culture. Celle-ci joue et jouera plus que jamais un rôle majeur dans la consolidation de l'Union, tant il est vrai, a rappelé à maintes reprises Jacques Delors, grand Européen s'il en est, qu'«on ne tombe pas amoureux d'un marché unique».

La culture joue et jouera plus que jamais un rôle majeur dans la consolidation de l'Union européenne

La culture est aussi une économie, mais elle n'est pas une économie comme une autre. Et parce qu'elle est au fondement de l'identité européenne et des nations qui la composent, elle ne saurait être soumise exclusivement aux lois du marché. C'est précisément pourquoi la France, avec d'autres États-membres s'est battue depuis plus de trois décennies pour défendre l'exception culturelle dans les enceintes internationales de l'OMC et l'ONU.

Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, dès 1989, l'adoption de la directive Télévision Sans Frontières - TSF (devenue «services de médias audiovisuels» - SMA - en 2007), a su concilier la diffusion des oeuvres et la promotion de la diversité culturelle, fondée sur un ancrage dans les différentes cultures et langues de l'Union européenne.

En janvier 2017, lors de ses vœux aux professionnels de la culture et de la communication, Audrey Azoulay rappelait que l'Union européenne est à la fois une réalité et un idéal qu'il faut sans cesse défendre et consolider, particulièrement dans les domaines culturels. «Je pense, précisait la ministre, aux droits d'auteur ou à la régulation audiovisuelle. La France va continuer à se tenir aux avant-postes de ces discussions, défendant la création et les auteurs. C'est ce que nous avons fait en 2013, quand la France était au début bien seule pour défendre l'exclusion de l'audiovisuel et du cinéma du mandat de discussion d'un accord commercial avec les États-Unis, avant d'être rejointe par les autres États membres.»

Mais beaucoup reste à faire. «Le grand défi de la période à venir», selon Audrey Azoulay, sera de mettre en place une régulation de l'activité des grandes plateformes numériques, «qui

captent l'essentiel de la valeur, grâce à leur pouvoir réel d'innovation et leur capacité à rendre exclusive la relation avec leur public.»

Fin 2016, lors de la présentation par la présidence du Conseil de l'Union européenne du rapport de progrès concernant la révision de la directive sur les services de médias audiovisuels, Audrey Azoulay avait salué l'inclusion du principe du pays ciblé dans cette régulation concernant les contributions financières. Mais pour encore mieux promouvoir les oeuvres européennes, il faudra aussi soumettre au même niveau d'exigence tous les acteurs qui commercialisent leurs offres à destination du public français quel que soit leur territoire d'implantation./.

(Source : site Internet du ministère de la culture et de la communication)